Mardi 13 décembre 1977 – No 786

1 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

• EDF-GDF

LA GREVE DE CLASSE ET DE MASSE EST L'ARME DES TRAVAILLEURS !

Ce week-end les mass-média ont redoublé leurs attaques contre les grévistes de l'EDF-GDF qui exigent une augmentation uniforme de salaire de 200 F pour tous. Les *«prestations»* ont été bien orchestrées, des nazillons du «Front national» qui estiment que les grèves à l'EGF et la SNCF sont *«intolérables»* et que le gouvernement doit réquisitionner les grévistes, en passant par des medecins qui se seraient trouvés *«bloqués dans des ascenseurs»* !

Plus que jamais, les attaques contre le droit de grève dans les «services publics» ont redoublé, tout en prétendant ne pas vouloir y toucher. Tel Rufenacht (secrétaire d'État auprès du ministre de l'Industrie) qui déclarait vendredi à l'Assemblée nationale, à propos de la grève d'EDF, que *«toute l'opération est étrangère à la défense des droits des travailleurs»*. Pour des individus de la sorte, ce sont à l'EDF et à la SNCF) des grèves à caractère politique.

Barre et Ceyrac (le patron des patrons proclament l'échec des grèves, dans le même temps ils les accusent de *«désorganiser profondément l'économie»*, *«d'empêcher le fonctionnement d'un service public»* ou d'*«affaiblir durablement l'économie nationale»*. Ils ne sont pas à une contradiction près.

Quant à Séguy, il n'a pas trouvé mieux à dire que le gouvernement et le patronat avaient *«ourdi un complot»* qu'ils avaient provoqué «une coupure prolongée du courant le 2 décembre» !

René Monory, ministre de l'Industrie, et Paul Delouvrier président de l'EDF, qui se trouvaient en mission officielle à l'étranger, ont été rappelés par Giscard pour *«examiner les dispositions à prendre»*. Quelques heures de grèves et c'est la panique dans les hautes sphères gouvernementales ! Autant dire que s'il n'y avait pas des Séguy et Maire pour empêcher le développement du mouvement de grève, avec le mécontentement profond qui existe actuellement, chez des milliers de travailleurs, tous ces rapaces auraient plutôt intérêt à déguerpir vite fait ! Car, que demandent les bonzes syndicaux ? Audience à Giscard ! Dans un communiqué commun, les fédérations CGT et CFDT déclarent que ce chef et représentant des grands monopoles *«en sa qualité de gardien de la constitution (!) française, se doit de faire respecter la loi»*... des monopoles ! Ils ont poussé la bassesse jusqu'à dire *«que le conflit peut être suspendu s'ils obtiennent l'ouverture des négociations»*.

Comme si *«négocier»* voulait dire obtenir satisfaction.

Les travailleurs ont également à combattre ces veuleries de bureaucrates corrompus et ne doivent nullement compter sur eux mais seulement sur leurs propres forces et celle du soutien des millions de travailleurs qui luttent pour la même cause. C'est seulement ainsi qu'ils pourront faire échec aux atteintes au droit de grève et obtenir satisfaction dans leurs légitimes revendications. La grève de classe et de masse est l'arme des travailleurs.

• Paris

Hommage à Laïd Sebaï

NOUS LE VENGERONS !

Samedi 13 heures 30, quai de la Rapée, devant l'Institut médico-légal, à Paris, nous sommes plus d'un millier, immigrés et Français. Beaucoup de travailleurs algériens. Un silence impressionnant, où se mêlent à la fois la colère, l'indignation et la douleur.

Nous sommes venus assister à la levée du corps de Laïd Sebaï, assassiné par les fascistes dans les locaux de l'Amicale des Algériens en Europe.

Dans la petite salle où l'on plombe le cercueil règne une émotion profonde, beaucoup de camarades algériens ont les larmes aux yeux.

Et quand le cercueil sort, porté à bras d'hommes et recouvert du drapeau algérien, les mains qui sont aux premiers rangs se tendent : ils veulent accompagner Laïd, jusqu'au dernier moment.

Emotion lors de la levée du corps

Beaucoup, immigrés et Français, resteront sur place quelques temps encore, chacun sent qu'on ne peut en rester là, qu'on ne peut accepter de tels crimes. Le corps de Laïd est retourné en Algérie. Il a été enterré dimanche après-midi dans le carré des martyrs du cimetière El Alia près d'Alger.

Pour protester contre cet assassinat fasciste plus de 400 coopérants français et immigrés ont manifesté samedi soir dans l'enceinte de l'ambassade de France à Alger.

Cette manifestation a clôturé une journée de grève observée samedi par les 500 enseignants français des établissements relevant de l'Office culturel et universitaire en Algérie.

Mobilisation générale pour les 60 millions !

Jacques JURQUET

10 Décembre 1977

Camarades !

Amis lecteurs !

Si nous n'avons pas recueilli 60 millions de centimes à la fin du mois, nous ne pourrons pas passer à huit pages au cours des grandes batailles politiques de 1978, nous ne pourrons pas éditer les affiches, les bandeaux, les tracts indispensables pour faire connaître nos idées, nos propositions, nos objectifs. Combattants en premières lignes, nous serons comme des soldats ne disposant pas des munitions indispensables. Nous connaîtrons des échecs.

Pourtant nous maîtrisons et enrichissons chaque jour mieux une ligne idéologique et politique fondamentale juste. Nos liens avec la classe ouvrière, avec les petits paysans et avec les masses populaires s'améliorent. Les difficultés de la souscription sont en contradiction avec les possibilités offertes par l'essor en cours de nos forces.

Nous savons qu'en quelques régions des camarades retiennent déjà des fonds pour les consacrer en 1978 à leurs activités locales. Ils commettent l'erreur de n'envisager la bataille que de manière linéaire, étroite, à leur seul niveau, alors qu'elle exigera des efforts et des activités centrales et nationales, en soutien aux efforts et activités régionales et locales. Nous leur demandons de rectifier leur pratique localiste erronée.

Qu'ils méditent cet exemple concret, d'ailleurs éloquent pour tous nos militants : nous avons tiré à 150.000 exemplaires "l'Appel de Gémenos", destiné aux travailleurs trompés par les illusions de l'Union de la gauche avec son programme commun. Le succès de ce tract spécial prouve qu'il aurait fallu le tirer à 500.000 exemplaires au moins. Mais nos moyens financiers n'ont pas permis cet effort pourtant assuré de répercussions importantes.

Voilà pourquoi, Camarades, Amis lecteurs, nous vous lançons un ultime appel.
Faites aujourd'hui de la bataille pour les 60 millions votre préoccupation de tous les instants ! Il nous faut ces 60 millions de centimes pour la fin de l'année 1977, et nous devrons encore lancer immédiatement la souscription permanente pour l'année 1978 !! N'attendez plus un seul jour pour envoyer les sommes déjà souscrites ! Et poursuivez vos efforts pour collecter encore d'autres fonds !

Nous ne remporterons de grands succès politiques en 1978, que si nous remportons préalablement la bataille financière, éminemment politique, des 60 millions en 1977.

Pendant les vingt jours qui restent,
Camarades et Amis lecteurs,
Mobilisation générale !!

Jacques Jurquet

Attentat contre un foyer d'immigrés à Strasbourg

Trois coktails molotov ont été lancés, dimanche vers 4h 30 du matin, contre un foyer de travailleurs immigrés, de Strasbourg, provoquant un début d'incendie. Il n'y a pas eu de blessés.

Les trois engins incendiaires ont été jetés contre les fenêtres du foyer Sonacotra de Strasbourg-Meinau. Celui-ci héberge environ 220 travailleurs immigrés, algériens pour la plupart.

Ce nouvel attentat fasciste a été revendiqué par le groupe Delta.

Deux foyers de travailleurs immigrés ont été évacués dimanche après-midi durant deux heures à Merlebach et a Forbach (Moselle), à la suite d'une fausse alerte à la bombe.

Les gérants des foyers qui abritent 140 travailleurs immigrés a Merlebach et 215 a Forbach, pour la plupart des Nords-africains, ont été prévenus dimanche matin au téléphone par des correspondants anonymes «qu'une bombe exploserait à 15 heures, ces deux foyers acceptant l'hébergement de travailleurs nord-africains.»

La clique au pouvoir prétend défendre les libertés démocratiques. Que fait-elle ?

Cette recrudescence d'attentats fascistes ne peut se faire qu'avec la bienveillance du gouvernement. Celui-ci trouve un certain intérêt en cette période de crise aiguë à terroriser toute une partie de la classe ouvrière. C'est toute la classe ouvrière qui doit se lever pour faire front et organiser la riposte de masse.

Tarifs des hôpitaux privés : + 10%

Fin novembre la ministre de la santé Simone Veil se déclarait satisfaite *«du petit tassement»* des dépenses constaté ces derniers mois. Ces dépenses devraient augmenter moins fortement à l'avenir mais il faut rester vigilant. La ministre de la santé se félicite non pas que les français et donc essentiellement les travailleurs soient en meilleure santé, mais du fait qu'ils se soignent moins. L'action du gouvernement est d'ailleurs orientée dans ce sens. L'austérité est de mise pour les travailleurs en ce qui concerne leur santé. Par exemple Simone Veil a déclaré, il y a quelques semaines, qu'il y avait trop de lits dans les hôpitaux.

Aujourd'hui il est très fortement question de ce que nos députés bourgeois appellent *«une remise en ordre des tarifs des établissements d'hospitalisation privés»*. C'est à dire une hausse de ces tarifs. L'assemblée nationale devait examiner cette hausse en avril. Mais sous la pression des syndicats patronaux de l'hospitalisation privée, les tarifs de ces établissements seraient relevés dès le 15 janvier de plus de 10 %.

Inutile de dire que les frais d'hospitalisation dans les établissement publics ont eux aussi augmenté avant même ceux des établissements privés.

• Faculté de Nanterre

Echec aux fascistes

Mardi à la faculté de Nanterre, une étudiante protégée par deux gardes du corps, diffusait un tract de l'UNI, association étudiante, cache-sexe des bandes fascistes GUD et GAJ, qui essaient de s'implanter à Nanterre.

Aussitôt, une cinquataine d'étudiants se rassemblent et cinq minutes plus tard, ceux-ci font un feu de joie de ces torchons de tracts. Les deux gardes du corps ont préféré s'enfuir.

Cette riposte immédiate est d'autant plus positive qu'elle répond à un danger réel : l'essai d'une implantation organisée des fascistes sur la faculté. L'action a été faite dans l'enthousiasme général... excepté d'un professeur bien connu, membre du PCF qui a qualifié notre riposte de *«provocation faisant le jeu de la droite»*. Il s'est même proposé de conduire la fasciste malmenée à l'infirmerie. Dans quel camp se trouvent ces gens-là ? Jugez vous-mêmes.

Son chef l'avoue :

La brigade antigang se fout de la loi

On sait que la télévision fait beaucoup d'efforts pour diffuser des films sur les flics, «protecteurs de la femme et de l'orphelin».

Lundi dernier, par exemple sur TF 1 «les enquêtes du commissaire Moulin» mettaient en scene la brigade antigang dont notre flic au début désapprouvait les méthodes avant que celles-ci ne lui permettent de sortir d'une situation dangereuse.

Il y a aussi Maigret et d'autres encore.

Tous ces films essaient de nous donner une image respectable de la police.

Cependant, ce n'est pas du goût de tout le monde et en particulier du chef de la brigade antigang qui avec un certain cynisme ou avec une certaine naïveté vient de déclarer froidement au sujet des films de flics à la télé : *«Maigret donne une fausse image de la réalité. Il est trop caricaturé. Le public gobe tout et cela nous crée des problèmes. On nous dit ensuite : «Avez-vous des mandats de perquisition ?» Ou «Je ne parlerai qu'en présence de mon avocat». Choses qui existent au cinéma et non au cours d'une véritable enquête».*

En somme, notre brigadier en chef avoue qu'il n'a pas l'habitude de respecter la loi. Il est vrai que la loi est destinée à museler le peuple et que la bourgeoisie n'est pas tenue de la respecter.

D'autre part, Giscard vient de créer «une force d'intervention anti-terroriste». Les effectifs de cette force seront recrutés dans la gendarmerie, dans la 11e section parachutiste et le SDECE. Un bureau de liaison-renseignement va être créé pour la surveillance des groupes d'extrême-gauche.

Pour correspondre avec le journal
Téléphonez au 202-18-29

• Portugal

Pourquoi la chute du gouvernement

Jeudi dernier, le gouvernement de Soares, mis en minorité à l'Assemblée nationale a dû démissionner. Ce renversement ne fut que le résultat de sa politique menée depuis 1975, lorsqu'il forma la premier gouvernement constitutionnel.

La politique menée par le gouvernement, dirigé par le PS, se caractérise par une remise en cause permanente des droits démocratiques conquis lors du renversement du gouvernement fasciste en avril 1975.

Le gouvernement de Soares, ce fut aussi une politique antipopulaire et anti-ouvrière dans sa tentative de résoudre la crise du capitalisme qui fait rage au Portugal. Pour mener à bien cet objectif, le PS fit une véritable politique de conciliation avec tous les partis bourgeois que l'on peut classer en deux blocs.

Tout d'abord, le parti révisioniste social-fasciste (socialiste en parole, fasciste dans les actes) de Cunhal, ensuite les partis de la droite traditionnelle (PPD, CDS) et des fascistes (MIRN).

Cette attitude eut pour conséquence le renforcement des positions de ces deux blocs.

En novembre 1975, le PCP était totalement discrédité auprès des masses. Si le PCP ne put garder ses positions dans l'armée, par contre, il a pu maintenir ses positions économiques. Puis le PCP s'est servi du mécontentement des travailleurs contre la politique antiouvrière du gouvernement pour redorer son blason et se présenter en véritable parti des travailleurs. Le PCP essaye de manipuler les masses populaires contre le gouvernement, mais à son profit. Il a reconquis les postes de direction du mouvement syndical et possède maintenant une force de mobilisation réelle en se servant des revendications légitimes des travailleurs. Le PCP se sert de cette nouvelle force pour établir un rapport de force en sa faveur. Il s'appuie puis sur une base économique importante que sont les «formations d'État», entreprises nationalisées qu'il dirige avec le PS.

Le parti social-fasciste de Cunhal est très dangereux par ses liens dans la classe ouvrière qu'il trompe et par l'appui important de l'URSS dont il est le fidèle serviteur.

En même temps, la droite relève elle aussi la tête. Elle fut fortement attaquée lors du 25 avril 1975, tant au niveau politique qu'économique : certains monopoles furent nationalisés, toute cette force économique est passée aux mains de la bourgeoisie du PS et du PC. Après le 25 novembre 1975, le PS permit à cette droite et aux fascistes de récupérer peu à peu leurs positions en facilitant la reprise des monopoles privés et des seigneurs de la terre.

Maintenant, ces deux camps de la bourgeoisie émettent des exigences pour repartager le gâteau capitaliste dont une trop grosse part, selon eux, revient au PS.

Au niveau international, c'est la même politique de conciliation qui caractérise le PS. Conciliation envers le social-impérialisme soutenu ardemment par le PCP et avec l'impérialisme américain.

Nous dénonçons cette bataille des partis bourgeois pour le repartage des fruits de l'exploitation des travailleurs, ainsi que le danger grandissant du social-fascisme.

Meeting de popularisation de la lutte du peuple du Zimbabwé
JEUDI 5 DECEMBRE 20H 30
Domaine universitaire – Village 5 - Bat AB
GRADIGAN
avec la participation du Comité Zimbabwe de la ZANU

• Indonésie

Trois mois avant la mascarade de l'élection présidentielle, les manifestations d'étudiants progressistes, hostiles au régime, se multiplient en Indonésie.

Mercredi dernier, à Jogyakarta (centre de Java) une importante délégation étudiante a tenté de pénétrer dans un centre militaire. Les étudiants, représentant 11 universités et académies, arboraient des banderoles hostiles à la politique gouvernementale. Des forces militaires et des spécialistes anti-émeutes de la police ont été dépêchés sur les lieux.

Deux jours plus tôt, plus d'un millier d'étudiants avaient manifesté dans les rues de la ville, affirmant que «la démocratie est morte en Indonésie».

A Djakarta, la même semaine, des centaines d'étudiants représentant diverses universités se sont réunis pour protester contre la politique de répression du gouvernement Suharto.

Dimanche, les étudiants de Java ont adopté une déclaration exigeant «l'abrogation de tous les articles abusifs de la constitution d'État» et qu'il soit mis un terme «à la faim, à l'ignorance, à la peur et à toutes les tentatives de domination afin de restaurer l'honneur sacré du peuple indonésien». Cette déclaration a été adoptée par les dirigeants de tous les syndicats étudiants.

• USA

Depuis le début des années 70, le taux de chômage n'a cessé d'augmenter chez les jeunes afro-américains. Il touche cette année 45,4 % d'entre eux alors qu'il était en 1972 de 35 %. Les jeunes représentent le dixième de la population active noire et le quart des chômeurs noirs.

En octobre dernier, 15% de la population active noire était en chômage contre 6,1 % des blancs.

• Afrique du Sud

Dix huit militants et responsables du Congrès pan-africain (PAC), l'un des deux principaux mouvements de libération d'Azanie, interdit depuis 1960 sont actuellement inculpés en vertu de la loi sur le terrorisme. Leur procès, le plus important touchant le PAC depuis plusieurs années, s'ouvrira le 9 janvier prochain devant les tribunaux raciste de Johannesbourg.

Le principal patriote africain accusé dans ce procès est Zeph Mathopeng, ancien membre de la direction du PAC ; il a été emprisonné au pénitencier de Robben Island pendant plusieurs années. Il est de nouveau détenu depuis plus d'un an. Ce nouveau procès contre les combattants de la liberté azanien ne manquent pas de susciter une vigoureuse riposte de la part des patriotes africains, de plus en plus mobilisés par le programme de lutte du PAC.

• Tunisie

Les ouvriers des mines de phosphate de la région de Gafsa (Sud-Ouest tunisien) dépendant de la société d'État «SFAX-Gafsa» ont entamé une grève générale de trois jours.

Ils réclament la revalorisation de diverses indemnités et la généralisation d'un congé annuel d'un mois.

• Italie

Douze étudiants iraniens ont occupé vendredi le siège de leur ambassade à Rome pour réclamer la libération de cent mille prisonniers politiques iraniens. Ils ont déclaré que cette action était la riposte «au massacre de 63 militants antifascistes tués à Téhéran au cours d'une manifestation, alors que le Chah était en visite officielle aux USA.»

D'importants renforts de police les ont expulsés de l'ambassade et conduits sous mandat d'arrêt, au commissariat central de Rome.

• Thaïlande

Deux policiers et trois miliciens gouvernementaux ont été tués par l'Armée populaire thaïlandaise, que dirige le Parti communiste de Thaïlande, au cours de l'attaque d'un poste de police à Laupon-kor, au nord-est du pays.

Cinq autres miliciens ont été blessés au cours de cette action qui a permis aux forces patriotiques de s'emparer d'armes et de matériel de transmission.

• Algérie

Les enseignants français des établissement scolaires en Algérie, relevant de l'Office français culturel et universitaire, ont observé samedi une grève générale pour protester contre l'assassinat à Paris de Laïd Sebai, gardien des locaux de l'Amicale des Algériens en Europe.

Il s'agit du premier mouvement de grève générale que les enseignants de l'Office français déclenchent depuis l'indépendance de l'Algérie. Ils ont également décidé une manifestation à Alger, devant le siège de l'office.

A Tlemcen, les coopérants français ont cherché à occuper les locaux du centre culturel français et placardé sur les murs des affiches proclamant : «Giscard-Stoléru complices, Halte aux crimes racistes en France !».

• Philippines

Le leader de l'opposition philippin Benigno Aquino condamné à mort il y a une dizaine de jours par la Cour militaire de Manille pour «subversion communiste» comparaîtra pour un nouveau procès. Il en va de même pour les deux dirigeants du Parti communiste philippin arrêtés en même temps que lui : Bernabe Buscayno, ex-commandant en chef de la Nouvelle armée populaire et Victor Corpuz, qui avait été condamné à mort en même temps que lui. Tous les trois, contestent la légitimité de la cour militaire devant laquelle ils comparaîtront à nouveau.

• Nantes

Hommage à Laïd Sebaï

Vendredi 9 décembre, près de 400 manifestants, travaillleurs français et immigrés, à l'appel de plusieurs organisations dontl'Humanité rouge et le PCR (ml), ainsi que diverses organisations d'étudiants de pays du tiers monde, ont parcouru les rues de la ville pour dénoncer l'assassinat raciste de Laïd Sebaï. Dans le cadre de la manifestation, peu après sa formation Place du Commerce, la troupe Jean Rigolet a exécuté un «cœur parlé» (une sorte de sketche) dénonçant les crimes racistes. La manifestation a été marquée par une profonde unité entre Français et Immigrés et par une grande combativité. Aux cris de «Halte au racisme», «A bas les bandes fascistes», «Crise, chômage, c'est pas les Immigrés, c'est le capitalisme», «A bas les mesures Stoléru». La manifestation a gagné un des foyers Sonacotra de la ville et a réaffirmé : «Travailleurs français immigrés, une seule classe ouvrière !».

Au foyer Sonacotra, un camarade immigré s'est adressé en arabe aux résidents qui l'ont applaudi. La nécessité de se tenir mobilisés contre les crimes et la campagne racistes a été affirmée. Cette manifestation est un succès lorsque on sait que les partis de l'Union de la gauche n'ont rien fait à Nantes contre cet assassinat et qu'au niveau syndical, la CFDT s'est contentée d'un vague communiqué qui est paru dans la presse.

Correspondant HR

• Lyon

Echec à une procédure d'expulsion

Début décembre, un militant de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France est passé en jugement devant la 5e Chambre correctionnelle de Lyon. Suite à un incident qui l'avait opposé, en juillet, à un agent de la SNCF , la police en avait profité pour lui intenter un procès et pour engager contre lui une procédure d'expulsion.

Le caractère répressif et discriminatoire de cette mesure est évident quand on sait qu'un accord était intervenu entre ces étudiants et la SNCF et que cette dernière n'avait pas porté plainte. La justice a dû reconnaître qu'il n'y avait pas de délit, mais l'accusateur étant la police, elle a néanmoins prononcé une peine de 1 000 F d'amende avec sursis.

Au cours de la réunion publique qu'elle a tenue dans la soirée, la section de Lyon de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France a rappelé que ce procès faisait suite à de nombreuses tentatives de la bourgeoisie impérialiste française visant à liquider cette organisation. Des messages de soutien ont été lus, dont un du Comité de parti de Lyon du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Face à la mobilisation massive qu'a suscitée cette accusation arbitraire, (la salle du tribunal était comble, et il y avait encore des manifestants dehors), la bourgeoisie a été contrainte de reculer. C'est une victoire politique des victimes de la discrimination raciste et de l'oppression néo-colonialiste.

Correspondant HR

• Brest

Soirée de soutien au peuple palestinien

Jeudi 8 décembre, à la fac de lettres de Brest, il y a eu une soirée organisée par le groupe d'étudiants arabes en liaison avec le COSEF (Comité pour un syndicat des étudiants de France). Au programme : poèmes, chants, débat et projection du film d'Edua Politi : *«Pour les Palestiniens, une Israélienne témoigne»*.

Quelques camarades ont donné un coup de main pour le déroulement de cette soirée à laquelle plus de 170 personnes ont participé. De nombreuses questions ont été posées sur le peuple palestinien et les positions de la Résistance ; beaucoup de brochures ont été diffusées.

Cette réunion a été un succès incontestable, surtout au moment où les réactionnaires de tout poil manœuvrent contre le peuples arabes et en particulier contre le peuple palestinien.

Luttes antiapartheid à Lorient
MISE AU POINT

Dans l'Humanité rouge du 9 décembre, nous avons omis de préciser que la municipalité de Lorient n'est pas seulement PS, mais qu'elle compte également des révisionnistes et des représentants de l'UDB (Union démocratique bretonne). L'UDB se vantant d'entretenir des relations avec l'organisation patriotique namibienne, la SWAPO, cette précision est nécessaire ! Le pseudo-soutien du PCF aux mouvements de Libération apparait également au grand jour !

Toute la gauche est à droite !

Le week-end dernier, une conférence de presse de Mitterrand, un discours de Marchais et un congrès des radicaux de Fabre sont venus confirmer que la crise et la division s'exacerbent au sein de la gauche désunie.

Mitterrand:
«L'alliance du PCF avec Giscard»

Mitterrand : le PCF est à droite !

Dans une conférence de presse tenue dimanche, Mitterrand a pris l'offensive, avec une dureté (verbale) jamais encore connue depuis la rupture des négéociations du Programme commun, en septembre.

Il a déclaré que le PS voulait gouverner, ce qui veut dire refuser la *«démagogie communiste»*. C'est un peu la reprise de la politique qu'a toujours menée la social-démocratie. C'est au nom de cette politique de sage gestion du capitalisme que Blum a fait stopper (avec la complicité de Thorez) les grèves en 1936.

Là où l'affaire deviendrait ridicule et risible si l'enjeu n'était pas si sérieux, c'est quand Mitterrand s'amuse à retourner à Marchais les attaques que celui-ci fait au PS. Il a dénoncé *«l'alliance objective du Parti communiste avec Giscard d'Estaing, Barre et Chirac»*. La réplique du fameux «le PS a viré à droite» si cher à Marchais.

C'est une tactique que semble apprécier Mitterrand qui avait déjà, il y a quelques semaines, reproché au PCF d'avoir viré à droite de vouloir passer un compromis historique avec Giscard en reniant la dictature du prolétariat par exemple.

Entendre cela de la bouche de ce vieux bourgeois de Mitterrand, c'est quand même assez gros...

Loin de nous l'idée de défendre les dirigeants du PCF, face à de telles attaques. Cela fait maintenant plusieurs années que notre journal explique que Mitterrand est un bourgeois et que la social-démogratie a viré à droite, définitivement, depuis 1920 quand elle fit scission du Parti communiste. Cela fait plusieurs années aussi que nous dénonçons le caractère bourgeois du PCF aujourd'hui, caractère bourgeois lui aussi inguérissable.

Que ces partis se mettent aujourd'hui à s'injurier publiquement après s'être fait les yeux doux depuis 1972, ne fait que confirmer à nos yeux que leur seul but est d'arracher des bulletins de vote aux travailleurs, une fois d'une manière, une fois d'une autre et que ce sont deux partis sans principes, deux partis opportunistes bourgeois.

Marchais:
Mitterrand et Fat re virent à droite

Marchais : le PS vire à droite!

Au rassemblement du Bourget, dimanche soir, Marchais a rappelé un certain nombre de faits, déjà publiés ou non dans «l'Humanité», comme une conversation de Mitterrand avec Helmut Schmidt (président de l'Allemagne de l'Ouest) en juin dernier ou une conversation de Fabre avec le Premier ministre luxembougeois, Thorn, et il en a tiré la conclusion que Mitterrand et Fabre avaient viré à droite.

La belle affaire ! Ces faits ne peuvent être des «révélations» que pour ceux qui ont bien voulu se voiler les yeux pendant cinq années de suite, de 1972 à 1977.

La question qui reste posée et à laquelle Marchais n'a toujours pas répondu, c'est de savoir pourquoi dans ces circonstances, les dirigeants du PCF ont mis leur politique à la remorque de ces gens-là et pourquoi ils ne rêvent à l'heure actuelle que d'une chose : ramener Mitterrand et Fabre à gauche...

Toujours est-il que c'est sur de telles «révélations» que Marchais s'est fait applaudir dimanche par des travailleurs qui au fond n'avaient jamais, eux, placé leurs espoirs dans les Mitterrand et Fabre.

Puis Marchais y est allé de son petit couplet sur la défense du droit de grève, à propos de la scandaleuse campagne lancée par le gouvernement contre les grévistes du gaz et de l'électricité.

Là encore, il a soulevé les applaudissements. Quoi de plus normal quand on parle aux travailleurs de grève, et de la défense du droit de grève...

Mais il reste sur ce point aussi une question à laquelle Marchais n'a pas répondu : pourquoi parler de grève tout à coup aujourd'hui, après avoir appelé à maintes occasions les travailleurs à rester calmes, à placer tous les espoirs dans le seul bulletin de vote pour la seule Union de la gauche ?

C'est vraiment prendre les travailleurs pour des imbéciles que de venir tout à coup leur parler un autre langage que celui que l'on tient depuis cinq ans...

Personne ne peut croire que Marchais a changé d'idée, qu'il a ouvert les yeux et qu'il a vu qui sont, vraiment, Mitterrand et Fabre. La preuve en est qu'il se refuse à envisager une autre ligne politique que de renouer avec eux. Voilà pourquoi ne nous laissons pas impressionner par les grandes phrases «révolutionnaires» de Marchais !

Le congrès des radicaux de gauche

Grand remue-ménage chez les petits notables

Je vois des radicaux de gauche qui glissent à droite !

Durant tout le week-end, le 4 e Congrès des radicaux de gauche, qui s'est tenu à La Rochelle a donné lieu à des empoignades passionnées.

Il y avait (et on peut dire : il reste) deux grandes questions posées. La première est de savoir si les radicaux de gauche entendent bien rester à gauche. La seconde, qui est liée à la première, concerne les relations des radicaux de Fabre avec les socialistes de Mitterrand.

Les radicaux de gauche n'ont obtenu le soutien du PS que pour 34 candidats aux législatives sur 220. Certains délégués au congrès comme Schwartzenberg, ont dénoncé l'hégémonie du PS sur le Mouvement des radicaux de gauche et aussi la volonté de puissance de Mitterrand. Toutefois, l'accord passé entre Fabre et Mitterrand a été ratifié par le congrès.

Profitant de cette grogne, certains délégués ont tiré délicatement le Mouvement vers la majorité présidentielle, la droite qui ne ménage d'ailleurs pas ses appels du pied au Parti de Fabre. C'est Manuel Diaz, maire de Millau, qui a le plus, semble-t-il, remis en cause cette appartenance à la gauche. Mais là encore, le congrès a suivi Fabre, ces radicaux-là sont bien de gauche. Manuel Diaz reste toutefois le principal collaborateur de Fabre, réélu président à l'unanimité.

Au fond, les radicaux adorent être assis entre deux chaises. C'est sur cette position qu'ils comptent bien jouer. Par eux-mêmes, ils ne représentent pas beaucoup de monde. Mais ils sont aujourd'hui un appoint intéressant pour Mitterrand et Marchais. Quant à demain...

Les écologistes face à la gauche

Ce week-end les deux mouvements écologistes pour les élections législatives, «SOS-Environnement» et «Écologie 78» se sont réunis. Après avoir depuis quelques semaines décidé qu'ils ne se désisteraient pas au second tour (ni pour la droite, ni pour la gauche), la question restait de savoir si les candidats écologistes se maintenaient ou non au second tour. S'ils se retirent, cela favorisera objectivement au moins certains candidats de gauche.

L'accord n'a pas pu se faire. «SOS-Environnement» préconise de se maintenir, ce que ne peut reprendre à son compte «Écologie 78», qui ne prendra aucune position nationale sur ce point précis.

• Martigues

Soutenons la lutte à Naphta-chimie

La grève se renforce à Naphta-Chimie pour faire plier la direction qui refuse de satisfaire les revendications des ouvriers des crakings de l'usine. Ceux-ci sont soutenus massivement par l'ensemble des travailleurs de l'usine malgré les tentatives de sabotage le mercredi 7 décembre. A la demande de la CGC, un vote à bulletin secret était organisé dans la confusion et la précipitation : certains grévistes n'y ont pas participé (les piquets de grève se relèvent toutes les huit heures), les jaunes, eux, s'étaient préparés. Résultat : 55 % pour la reprise, 45 % pour la continuation. Cette manœuvre a échoué.

Une assemblée générale des crakings se prononçait immédiatement après le résultat de ce vote pour sa continuation de la grève (à 70 %) ainsi que les assemblées générales des syndiqués et sympathisants des trois syndicats CFDT, CGT et FO. La solidarité joue à plein et il faut bien que les patrons sachent que les travailleurs n'acceptent pas le lock-out, mesure illégale. Depuis, les piquets de grève sont renforcés, compacts et massifs.

C'est devant la détermination des travailleurs que les patrons recevaient une délégation de militants syndicaux mais c'était pour tout refuser en bloc de même que le 9 décembre, à Marseille, à l'Inspection du travail.

La lutte s'organise :

– les équipes de sécurité dans l'usine sont assurées et relevées toutes les huit heures.

– les piquets de grévistes devant les portes se renforcent tous les jours.

– les femmes des grévistes, sur l'initiative de militantes CFDT et CGT appellent au soutien dans l'usine.

– une menace d'intervention des CRS se précisant, les ouvriers se préparent en conséquence et sont prêts à répondre à la violence réactionnaire comme il se doit.

La solidarité ouvrière s'amplifie. De nombreuses sections syndicales de la Chimie (BP, Shell, ICI, Chevron Chemical) et dans d'autres entreprises, ont envoyé des motions et se préparent à débrayer en cas d'intervention policière.

L'Union des syndicats de l'industrie chimique de l'étang de Berre (CFDT) propose d'étendre la lutte dans la chimie dans la région à partir des revendications de chaque entreprise. L'UD CFDT organise la mise en place d'une coordination des entreprises en lutte qui s'affrontent souvent aux mêmes problèmes : intransigeance patronale et menaces de répression policière. L'Union régionale CGT de la chimie appelle à une journée de solidarité dans la chimie dans les Bouches-du-Rhône le mardi 13 décembre. Un communiqué du Parti communiste marxiste-léniniste de France de Martigues a appelé au soutien le plus large en précisant : «Une victoire de ceux de Naphta sera une victoire pour toute la classe ouvrière».

• Rennes

Les élèves infirmières luttent pour le statut de travailleur en formation

Les élèves infirmières de Bretagne ont organisé le 30 septembre à Rennes, une journée d'action revendiquant le statut de travailleur en formation.

Manifestation très combative de 500 personnes à la DRASS (direction régionale de l'action sanitaire et sociale).

Meeting regroupant les écoles d'infirmières, des auxiliaires puéricultrices en formation, les éducateurs et animateurs en formation actuellement en grève, des étudiants en médecine progressistes.

Le meeting a été clos par une intervention sur les perspectives à donner à cette journée.

L'accent a été mis sur la nécessité d'une organisation dans les écoles (comité de lutte ou section syndicale) qui permette la lutte sur les revendications locales et la mobilisation sur le statut de travailleur en formation.

Cette organisation à la base devra déléguer des élèves représentatifs de l'école aux coordinations régionales.

Le but du comité régional de coordination est l'organisation de la lutte à partir de la volonté des élèves des écoles et l'impulsion d'un mouvement national.

Cette journée d'action est un succès malgré des insuffisances. Et ceci doit nous donner comme axe de travail, la discussion des revendications à la base, le plus largement possible et la proposition d'actions par les écoles pour que le comité régional de coordination soit l'émanation de la volonté de lutte dans les écoles et coordonne réellement les actions pour un mouvement de plus en plus fort.

EXIGEONS LE STATUT DE TRAVAILLEUR EN FORMATION !

MOBILISONS-NOUS A LA BASE POUR LA CRÉATION D'UN MOUVEMENT RÉGIONAL ET NATIONAL FORT !

Une militante élève-infirmière de la JCMLF

Fédération PTT-CFDT

QUI EXCLURE ?

Après l'exclusion des responsables de la section CFDT des PTT de Lyon-gare, la presse syndicale a fait un black-out total sur cette affaire qui met en lumière les pratiques anti-démocratiques des dirigeants de la fédération PTT. Pratiques inspirées par leur ligne de collaboration de classe et de soumission du syndicat à l'Union de la gauche.

L'information que nous reproduisons ci-dessous qui vient d'un travailleur du ministère des postes et télécommunications montre jusqu'où certains dirigeants peuvent aller pour dissimuler leurs méfaits aux yeux des travailleurs.

«...Mais voici le meilleur, savez-vous que pour obtenir le silence sur cette affaire, la Fédération est intervenue auprès d'un conseiller technique du ministre et que celui-di a, obligemment, donné l'ordre que la revue de presse du ministère ne signale plus les articles donnant des nouvelles des exclus de Lyon-gare. Est-ce là un exemple de cette pratique démocratique dont la fédération nous rabat les oreilles ?

«Cette intervention (pour ne pas dire cette entente) de la fédération auprès de l'administration a d'abord rencontré l'incrédulité du bureau du syndicat de l'administration centrale qui a procédé à une vérification auprès de la fédération elle-même. La fédération, par la bouche d'un innocent pas méfiant a d'abord confirmé la démarche et a même tenté de la justifier. Mais maintenant, se rendant compte que quelque chose accroche, le «camarade» Le Bellier nie l'évidence, à savoir qu'il s'entend avec les collaborateurs du ministre comme larrons en foire mieux qu'avec les adhérents de la CFDT puisqu'il en fait exclure par-ci par-là.

«Alors, camarades, de qui se moque-ton, qui devrait-on exclure ?»

Un travailleur du ministère bien informé, non encore exclu de la CFDT pour le moment.

• Montpellier
MACOTEX

CONTRE TOUT LICENCIEMENT, LES OUVRIERES OCCUPENT

Après leur grève du 9 novembre dernier, les ouvrières avaient obtenu le paiement des accomptes et des salaires à date fixe, ainsi que la réintégration des déléguées licenciées, (voir HR du 29/11).

Le 6 décembre, le patron annonce dix-sept licenciements sur les vingt-huit ouvrières de l'usine, il ajoute qu'il ne pourra pas payer le mois de novembre, pas plus que celui de décembre. Le lendemain mercredi, il dit son intention de déposer le bilan.

Depuis ce jour, les ouvrières occupent l'usine jour et nuit. Elles ont empêché les livreurs de prendre des colis. D'un commun accord, elles ont décidé de refuser ces licenciements et pas question non plus d'en négocier le nombre.

PAS UN SEUL LICENCIEMENT.

• Rennes

LUTTE DE MASSE CONTRE UN LICENCIEMENT A LA MJC DU GRAND-CORDEL

Dans la soirée du lundi 5 décembre, les parents avaient convoqué les administrateurs de la MJC afin de remettre en cause le licenciement arbitraire de l'animatrice R. Lepinay.

En même temps, le syndicat CFDT des professions artistiques et culturelles, l'UL-CFDT et le Comité de soutien appelaient à manifester dans la MJC. Trois cents personnes répondaient à cet appel : des éducateurs, des adhérents de la MJC mais aussi d'autres travailleurs.

Le syndicat et l'UL firent une déclaration mettant en évidence la nullité des accusations qui prétendaient justifier le licenciement, ces accusations reposant non sur des faits, mais sur la seule parole du directeur Laurent (militant PCF, délégué FEN-CGT). Des interventions de parents allèrent dans le même sens, mais les administrateurs ne voulaient pas revenir sur le licenciement.

En fait, le vrai motif du licenciement, Laurent devait l'avouer : *«La commission enfance, je ne pouvais plus la contrôler»*. La vraie raison c'est que le PCF veut nettoyer les MJC, vider tous ceux qui s'opposent à sa conception bourgeoise du travail social.

Les manifestants qui scandaient «Réintégration de l'animatrice» se regroupèrent en rangs serrés devant la salle du Conseil, quand ils apprirent que les administrateurs refusaient d'annuler le licenciement.

Les mots d'ordre fusaient. On demandait des explications. Le premier à nous les donner fut Gabillard, l'adjoint au maire (PS) de Rennes. Il avoua lui-même qu'il n'y avait aucune preuve. L'ambiance devenait plus chaude, on réclamait Metayer (responsable de la fédération des MJC) et Laurent, les licencieurs.

Les mots d'ordre devenaient plus précis : «A bas les licenciements démocratiques», «A bas les patrons de gauche», «A bas le PC qui licencie», «Les MJC licencient, la ville dit oui !».

Durant plus d'une heure, nous avons retenu les licencieurs. Les patrons de gauche faisaient triste mine ; on les comprend, ils étaient de l'autre bord, du côté de la réaction, et tout le monde en prenait conscience.

A un moment, le représentant de la CGT au Conseil d'administration perdait son sang-froid. Il voulait passer en force. Il cogna sur les premiers rangs, donna des coups de pieds à une jeune femme qui vient de guérir d'une fracture au bassin, l'empoigna par les cheveux. Il prit une chaise pour l'envoyer sur les manifestants.

Il fut bien vite maitrisé, après avoir essayé de sauter par la fenêtre (il hésita vue la hauteur et les plantes piquantes du rez-de-chaussée). Tous les manifestants se mirent alors à scander : «Fasciste, fasciste !» Notre administrateur CGT essaya alors d'influer sur le responsable CFDT présent.

C'est à 2 h du matin que les manifestants décidèrent la libération des licencieurs. On leur fit une haie de déshonneur.

Maintenant, le dossier est remis à l'inspecteur du travail. Ceci ne nous fait pas négliger la mobilisation puisque, dès le soir, à l'OSC (Office social et culturelle de la mairie), une nouvelle manifestation est prévue.

Il faut ajouter que plusieurs syndicats ont manifesté derrière la banderole *«Réintégration de l'animatrice de la MJC du Grand-Cadel»*, lors de la manifestation du 1er décembre.

De même, de nombreuses sections syndicales ont apporté leur soutien en condamnant fermement ce licenciement.

Correspondant local Rennes

UNE AFFICHE DE l'Humanité Rouge

Pour l'abrogation des mesures Stoléru !

Les camarades de la région parisienne peuvent passer la prendre au local des expéditions.

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP IMP : La Nouvelle Dépôt légal : 4e trimestre 1977